COLLOQUE PROVINCIAL

8-9 octobre 2019 **OTTAWA,** ONTARIO

Centre Shaw

le droit de la famille et la violence conjugale

Action ontarienne contre la violence faite aux femmes

La Fondation du droit de l'Ontario
Améliorer l'accès à la justice

pratiquO

AOcVF
AOcVFOntario
www.aocvf.ca

Action ontarienne contre la violence faite aux femmes (AOcVF) est un regroupement provincial féministe et francophone d'organismes qui œuvrent et qui sont engagés dans l'élimination de la violence faite aux femmes. Depuis plus de trente ans, nous mettons à la disposition de la communauté du matériel éducatif et des ressources en français. Nous militons aussi pour que les survivantes de violence aient accès à des services de qualité en français.

AOcVF désire remercier les membres du comité encadreur du Colloque pour leur précieuse collaboration :

- Me Gabrielle Beaulieu, Avocate et médiatrice pratiquant le droit de la famille et le droit familial collaboratif, Laforge Beaulieu LLP (Ottawa)
- Anne-Marie Carrière, Coordinatrice du Réseau de violence familiale Cochrane Nord / Agente de soutien à la cour familiale, Services de counselling HKS (Kapuskasing)
- Isabelle Côté, Professeure à l'École de service social, Université Laurentienne (Sudbury)
- Diewo Diallo, Agente de soutien à la cour de la famille, Oasis (Toronto)
- Marie-Michèle Pellerin, Avocate, Association des juristes d'expression française de l'Ontario – l'Ajefo – (Ottawa)
- Me Christiane Saad, Avocate et Directrice générale du Programme de pratique du droit à l'Université d'Ottawa (Ottawa)

AOcVF remercie tous ses organismes membres et leurs intervenantes qui alimentent son travail et veut, en particulier, souligner le travail des membres du conseil d'administration :

- Anne Jutras, Centre Novas
- Dada Gasirabo, Oasis Centre des femmes
- Émilie Crakondji, Carrefour des Femmes du Sud-Ouest
- Muriel Lalonde, Maison Interlude House
- Gaëtane Pharand, Centre Victoria pour femmes
- Jeanne Françoise Mouè, La Maison
- Rose Viel, Centr'Elles

AOcVF souhaite également remercier les membres de son équipe.

Membres d'Action ontarienne contre la violence faite aux femmes

Région Est

- Centre de ressources de l'Est d'Ottawa
- Centre Novas, CALACS francophone de Prescott-Russell
- Maison d'amitié
- Maison Interlude House

Région Sud

- Carrefour des femmes du sud-ouest de l'Ontario
- Centre de santé communautaire Hamilton/Niagara
- Colibri, Centre des femmes francophones du comté de Simcoe
- La Maison
- Oasis Centre des femmes
- Réseau-femmes du sud-ouest de l'Ontario

Région Nord

- Centr'Elles
- Centre Passerelle pour femmes du Nord de l'Ontario
- Centre Victoria pour femmes
- Habitat Interlude

MOT DE LA PRÉSIDENTE PAR INTÉRIM DE L'ACTION ONTARIENNE CONTRE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

C'est avec grand plaisir que je vous souhaite la bienvenue au Colloque sur le droit de la famille en Ontario ayant pour thème *Droit de la famille et violence conjugale : un colloque pour mieux comprendre cette interrelation et mieux intervenir,* organisé par l'Action ontarienne contre la violence faite aux femmes (AOcVF).

Au cours des deux prochains jours, vous aurez l'occasion d'entendre et d'échanger avec plusieurs professionnel.le.s des domaines du droit et de la violence faite aux femmes. Divers sujets seront abordés, dont l'intersectionnalité de la violence conjugale et de la représentation du droit d'une perspective qui considère la réalité des femmes ayant des problèmes complexes, notamment celles en contexte linguistique minoritaire, les femmes immigrantes, et les femmes ayant des problèmes de santé mentale ou des problèmes de dépendance.

Notre but est de favoriser le partage des connaissances, le développement de collaborations et l'identification des lacunes d'un système imparfait. Le colloque permettra aussi de réfléchir à de possibles solutions pour diminuer les défis que les femmes aux prises avec la violence conjugale rencontrent. Ultimement, nous espérons que ce colloque contribuera à améliorer l'accès à la justice en français, en Ontario, pour ces femmes et pour leurs enfants.

Bonnes discussions et bon colloque !

Solidairement,

Anne Jutras

Présidente par intérim

BIOGRAPHIES DES CONFÉRENCIÈRES ET DES CONFÉRENCIERS

(par ordre alphabétique)

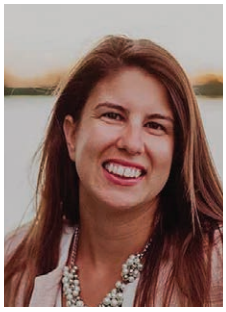
L'honorable Julie Audet

Avant sa nomination à la magistrature, la juge Julie Audet pratiquait le droit familial à Ottawa et dans la région de l'est de l'Ontario, incluant à titre de médiatrice et de praticienne collaborative. Elle a enseigné le droit familial à l'Université d'Ottawa, dirigé la composante de droit familial du programme de pratique du droit du Barreau du Haut-Canada (en français), et co-écrit *L'essentiel du droit de la famille dans les provinces et territoires de common law au Canada* avec la défunte professeure Nicole Laviolette.

La juge Audet est bien connue dans sa communauté juridique pour son implication, à titre d'avocate et maintenant de juge, au sein de nombreux projets pilotes et comités reliés au système judiciaire familial et son engagement à aider les couples à se séparer en toute dignité.

Natalie Basilières

Ses intérêts professionnels, en plus d'être en relation aux victimes de violence entre partenaires intimes et le droit de la famille, incluent les populations autochtones et immigrantes, les mariages forcés et arrangés et la traite humaine. Elle a travaillé dans diverses régions de l'Alberta et du Québec, et travaille depuis plus de 14 ans en Ontario, dont 12 ans dans l'Est ontarien. Natalie est agente de soutien dans le contexte de la cour de la famille depuis les tout débuts du programme en 2011, sous la responsabilité du ministère du Procureur général. Elle fournit ses services par l'entremise des Services aux victimes de Stormont, Dundas, Glengarry et Akwesasne. Natalie est représentante pour les cours de la famille de Cornwall et de l'Orignal.



Me Gabrielle Beaulieu

Membre en règle du Barreau de l'Ontario depuis 2012. Me Gabrielle Beaulieu est propriétaire et associé chez Laforge Beaulieu s.r.l. est maintenant avocate, médiatrice, avocate en droit collaboratif ainsi qu'avocate pour le Bureau de l'avocat des enfants. Après avoir enseigné quelques années divers cours dans le programme d'adjointe juridique et parajuriste à la Cité, Gabrielle enseigne maintenant le cours d'*Introduction au droit de la famille* à l'Université d'Ottawa depuis 2017.

En tant qu'avocate en droit de la famille, Gabrielle reste impliquée dans sa communauté et particulièrement sa communauté franco-ontarienne. Elle a offert plusieurs formations, séminaires, webinaires pour Action ontarienne contre la violence faite aux femmes, le Réseau d'éducation juridique de l'Ontario, pratiquO, l'AJEFO et pour l'Association du Barreau du comté de Carleton. Elle siège de plus au conseil d'administration du Centre de services communautaires de Vanier.

Julie Béchard

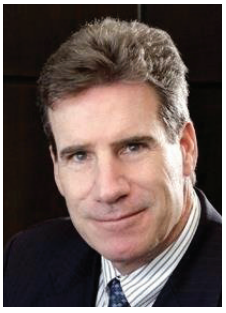
Julie Béchard est la Directrice générale et fondatrice du Centre de santé communautaire de Timmins. Elle a également fondé le Centre Passerelle pour femmes et la Villa RenouvEllement, un Calacs et une maison d'hébergement francophone situés à Timmins. Julie a œuvré dans le secteur de la violence faite aux femmes pendant 14 années et pratique le métier du travail social depuis 23 ans. En avril 2011, le Procureur général de l'Ontario a remis à Julie le prix de distinction pour des services exceptionnels aux victimes. En octobre 2018, Julie a été intronisée au mur d'honneur pour les droits de la personne de la ville de Timmins. Elle revendique avec passion l'amélioration de la condition des femmes et l'accès des services en français dans le secteur de la santé.

L'honorable Julie Bourgeois

Originaire de l'Est ontarien, la juge Bourgeois a fait ses études à l'Université d'Ottawa. Elle a obtenu un baccalauréat en Sciences sociales (criminologie et science politique) en 1994. Elle a ensuite gradué de la faculté de droit (Common Law français) en 1997 pour finalement être reçue au Barreau du Haut-Canada en 1999. Elle a fait ces débuts dans un petit cabinet à Embrun, touchant à des domaines variés du droit, notamment le droit de la famille, de 1997 à 2000. Elle a ensuite poursuivi sa carrière comme procureure adjointe de la couronne, attitrée aux dossiers de violence conjugale pour les comtés de Prescott et Russell, jusqu'en 2013, lorsque les responsabilités de procureure du bureau de la couronne lui ont été conférées. Elle a été nommée juge à la cour de justice de l'Ontario, à Ottawa, en mai 2015.

Me Éric Cabana

Diplômé du programme national de l'Université d'Ottawa (LL.L., LL.B.) Me Eric Cabana pratique principalement dans les domaines du maintien du revenu et du droit du logement à la Clinique juridique francophone d'Ottawa. Ancien membre du Tribunal de l'aide sociale de l'Ontario, il enseigne le volet du droit du logement pour le Programme de pratique du droit (PPD) à l'Université d'Ottawa.



Me Marc J. Coderre

Me Marc J. Coderre est diplômé en Common law (Ontario) et en droit civil (Québec). Il est avocat à Ottawa depuis 1987. Il est membre du Barreau de l'Ontario et pratique le droit en Ontario. Il se spécialise dans le domaine du droit de la famille et offre des services dans les domaines de la succession (testaments et procurations).

En plus de sa pratique, Marc Coderre a enseigné le droit de la famille dans les collèges communautaires locaux et à l'Université d'Ottawa. Il a participé, à titre d'instructeur, aux cours annuels d'admission au Barreau en droit de la famille dispensés par le Barreau de l'Ontario.

Isabelle Côté

Isabelle Côté, Ph.D., est titulaire d'un doctorat en service social de l'Université de Montréal. Elle est professeure en service social à l'Université Laurentienne à Sudbury où elle enseigne les fondements théoriques de la pratique du travail social. Ses recherches s'inscrivent dans une perspective critique et féministe et portent sur la violence faite aux femmes et aux enfants ainsi que sur l'intervention sociale. Elle est l'une des membres fondatrices du Collectif de recherche FemAnVi, ainsi que l'auteure des livres *Les pratiques en maison d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale : 40 ans d'histoire* (PUQ, 2018) et *Il se prenait pour le roi de la maison ! Des enfants parlent de la violence conjugale* (Remue-ménage, 2018).

Me Laïla Demirdache

Me Laïla Demirdache travaille en tant qu'avocate au bureau des Services juridiques communautaires d'Ottawa depuis 2002, où elle pratique le droit de l'immigration et des réfugiés. Me Demirdache était membre d'une équipe juridique représentant Amnesty International Canada (anglais) à plusieurs reprises devant la Cour suprême du Canada (CSC) y compris tout récemment dans l'affaire Chhina. Elle a également comparu devant la CSC au nom du Centre canadien pour les victimes de torture et de la Clinique Barbra Schliffer dans l'affaire Kanthasamy.

Me Demirdache est souvent nommée par la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR) pour agir en tant que représentante désignée pour les mineurs et les personnes ayant un problème de santé mentale ayant une audience devant las CISR.

Me Marie-Hélène Godbout

Me Marie-Hélène Godbout a obtenu son LL.B. de l'Université d'Ottawa en 1995. Membre du Barreau de l'Ontario depuis 1998, elle offre des services juridiques dans le domaine du droit de la famille, de la médiation et du droit collaboratif. Elle est formée en criminologie et en psychologie industrielle en sus de ses diplômes de droit et de médiation. Elle a pratiqué le droit pénal et le droit de la famille à son propre compte dans plusieurs régions de l'Ontario.

Elle est membre active du panel de droit collaboratif ainsi que de l'Alliance des Premiers Peuples de la Côte-Est du groupe autochtone Malécites. Elle guide sa clientèle qui vit un passage difficile en offrant des services alternatifs de résolution de conflits qui évitent l'expérience de la cour. Marie-Hélène est certifiée comme médiatrice en droit de la famille.

Me Julie I. Guindon

Me Julie I. Guindon est avocate, médiatrice, arbitre et coordonnatrice parentale dans le domaine du droit familial. Elle est également médiatrice et arbitre dans le domaine du droit successoral. Julie a été reçue au Barreau du Haut-Canada en 1991. Elle est en pratique privée depuis près de 30 ans. Elle est l'auteure de plusieurs conférences dans le domaine du droit de la famille et successoral et en particulier en négociation, médiation et arbitrage et coordination parentale. Julie est aussi professeur émérite à la Facutlé de Droit de l'Université d'Ottawa. Julie siège également au panel du Bureau de l'avocat de l'enfant depuis une vingtaine d'années.

Patrick Ladouceur

Patrick Ladouceur, MSS/MSW., est candidat au doctorat en service social à l'Université d'Ottawa et boursier Vanier. Ses intérêts de recherches portent sur la justice sociale, le militantisme, le changement social et les violences faites aux femmes. Patrick est chercheur-étudiant au sein du Collectif de recherche féministe anti-violence (FemAnVi) et membre du comité de direction de la revue *Reflets : revue d'intervention sociale et communautaire*. Patrick a aussi plus de 12 ans d'expérience en développement et en gouvernance communautaires. Patrick remercie AOcVF pour l'invitation à son colloque afin de présenter une introspection personnelle sur son passé comme enfant qui a été victime de violence conjugale.

Me Rachelle Laforge

Me Rachelle Laforge est une entrepreneure devenue avocate, diplômée en droit civil et en common law. Son expérience dans le domaine des litiges et de la médiation familiale fait en sorte qu'elle comprend la complexité des problèmes familiaux et des émotions qu'ils suscitent. Rachelle est d'avis que « savoir c'est pouvoir » et, en ce sens, elle se passionne pour les questions d'éducation et d'action. Elle enseigne le module du droit de la famille à l'Université d'Ottawa dans le cadre du programme de pratique du droit.

Professeur Simon Lapierre

Simon Lapierre, PhD, est professeur titulaire à l'École de service social de l'Université d'Ottawa et est un des membres fondateurs du Collectif de recherche féministe anti-violence (FemAnVi). Ses travaux se sont intéressés aux différentes manifestations des violences faites aux femmes, incluant la violence conjugale et la violence sexuelle, ainsi qu'à l'expérience des enfants vivant dans un contexte de violence conjugale. Ses travaux se sont aussi penchés sur l'intervention en maison d'hébergement pour femmes victimes de violence, en protection de l'enfance et de la jeunesse et dans le système de justice. Il dirige présentement un projet de recherche sur l'aliénation parentale et la violence conjugale, financé par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada. Il a publié plusieurs articles et livres, incluant *Regards critiques sur la maternité dans divers contextes sociaux* (PUQ, 2012), *Failure-to-Protect: Moving beyond Gendered Responses* (Fernwood, 2013), *Violences dans la vie des enfants et des adolescents* (PUQ, 2016) et *Il se prenait pour le roi de la maison ! Des enfants parlent de la violence conjugale* (Remue-ménage, 2018).

Kebrija Leeks-Kottick

Kebrija est une femme de 19 ans fièrement autochtone et mixte, et survivante de la rafle des enfants du millénaire. *Kebrija Leeks-Kottick nidijinikàz, pijashig onje anishinaabeg aki* Ottawa *nindondjiba. Ni-sazegàwin Anishinaabe Kitigan Zibi anishinaabeg, Kanien'kéha Akwesasne ashidj Kozak Ukrayins ka. Nìn mitaaswe ashidj shaangawse pibòn* étudiante, athlète et leader pour un avenir meilleur. Son objectif est et sera toujours d'être un pont entre les gens pour l'apprentissage, la guérison et la compréhension. Elle partage ses histoires pour que les autres puissent trouver au moins un de ces trois points, et continuent à marcher et à dire leur vérité. *Chi-Miigwetch ashidj Niawen'kó:wa* (Merci beaucoup)

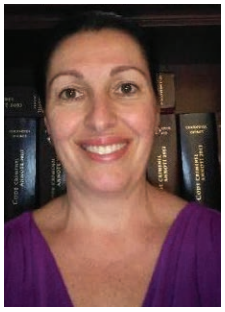
Me Laura MacLean

Me Laura MacLean est une avocate à la Clinique juridique francophone d'Ottawa. Elle travaille principalement en droit d'immigration et droit du logement. Pendant ses études à l'Université McGill, elle a été bénévole pour Action Réfugiés Montréal et stagiaire pour Solutions Justes – Comité d'aide aux réfugiés. Laura a fait son stage du Barreau aux Services juridiques communautaires d'Ottawa en 2018. Plus récemment, elle a travaillé comme assistante juridique chez Lawyers for Human Rights au sein du programme relatif aux droits des réfugiés et des migrants à Durban, en Afrique du Sud.

Manon Monastesse

Manon Monastesse M.A. Intervention sociale, a travaillé, dans les années 90, en défense des droits des femmes, plus spécifiquement sur les litiges entourant la garde légale d'enfants, dont les enlèvements parentaux internationaux en Europe et au Moyen-Orient. Détentrice d'une maîtrise en intervention sociale (UQAM), elle coordonne par la suite la *Table de concertation en violence conjugale et agressions à caractère sexuel de Laval (Québec)* (2003-2006).

Elle assume depuis 2006 la direction générale de la *Fédération des maisons d'hébergement pour femmes*. À ce titre, elle a participé à plusieurs comités interministériels et différents comités impliqués dans l'élaboration des politiques en matière, notamment, de violence conjugale et d'itinérance.



Me Sonya Notturno

Diplômée de l'Université McGill (1997) avec un baccalauréat en sciences (biochimie), Me Sonya Notturno a obtenu son LL.L. (2000) et LL.B. (2001). Elle pratique dans les domaines du droit criminel, de la famille et de la protection de l'enfance. Elle est avocate auprès du Bureau de l'avocat des enfants et conseillère juridique au Programme pilote de prestation d'avis juridiques indépendants aux survivantes et survivants d'agression sexuelle. À ce titre, et en tant que membre de deux barreaux, elle représente des clients devant la Cour de justice de l'Ontario, la Cour supérieure de justice de l'Ontario et la Cour de Québec. Auparavant, Sonya a travaillé dans des cabinets d'avocats nationaux où elle a commencé à dévelop-per sa pratique en tant que plaideuse. Elle défend les cas en anglais et en français et fournit égale-ment des services juridiques en italien.

Anne Smith

Depuis plusieurs années, Anne Smith est parajuriste et superviseure à Action-Logement, un organisme communautaire d'Ottawa qui offre de l'aide et de l'information aux locataires et aux personnes en recherche de logement. Elle représente régulièrement les locataires et les demandeurs de logement social au Panel de révision interne de la Ville d'Ottawa. Elle compte une très vaste expérience auprès des personnes en situation de vulnérabilité.

Aînée Annie Smith St-Georges

Annie Smith St-Georges est une Aînée traditionnelle algonquine bien connue. Elle est née et a grandi dans la réserve de Kitigan-Zibi, près de Maniwaki. Fille de trappeur, elle a reçu de nombreux enseignements de son grand-père, de son oncle, le grand-père de renommée internationale William Commanda, et de nombreux Aînés autochtones de partout en Amérique du Nord. Elle a figuré dans de nombreux documentaires sur la culture autochtone et les questions sociales. L'un de ces documentaires,
« KWEKÀNAMAD » (Le vent tourne) a été nominé dans trois festivals de films autochtones.

Elle a joué un rôle déterminant dans la fondation du KUMIK – le Conseil des Aînés au siège social de 'Affaires autochtones et Développement du Nord Canada (AADNC)' – et a été l'instigatrice de la Semaine de sensibilisation aux Autochtones, organisée tous les ans par plusieurs ministères. Le 11 juin 2008, Annie a été choisie par toutes les organisations autochtones nationales et par le Gouvernement du Canada comme Aînée algonquine pour la cérémonie d'accueil et de purification à la Chambre des Communes, lors de la présentation des excuses officielles aux survivants des pensionnats autochtones (traduction libre).

Suzanne Zaccour

Suzanne Zaccour est doctorante en droit à l'Université d'Oxford. Ses recherches portent sur le droit relatif aux violences sexuelles, le droit de la famille, les violences conjugales, la langue non sexiste et le droit des animaux. Elle a corédigé le livre *Grammaire non sexiste de la langue française* (M éditeur, 2017) et codirigé le *Dictionnaire critique du sexisme linguistique* (Somme Toute, 2017). Elle est l'autrice d'un essai féministe sur la culture du viol, paru chez Leméac en 2019 et intitulé *La fabrique du viol*.

Le droit de la famille et les femmes en Ontario

Un seul droit de la famille pour toutes les femmes

Renseignez-vous sur vos droits

www.undroitdefamille.ca

fodf Femmes ontariennes et droit de la famille
Le droit de savoir

flew Family Law Education for woman
Women's Right to Know

Mise en garde — C'est au moment où la relation de couple prend fin que le risque de violence mortelle est le plus élevé pour les femmes victimes de violence conjugale. Si vous êtes en danger immédiat, appelez la police. Pour obtenir de l'aide ou établir un plan de sécurité, communiquez avec Fem'aide au 1 877 336-2433, ATS : 1 866 860-7082.

Renseignements juridiques en langage clair
www.undroitdefamille.ca

Le droit de la famille et les femmes en Ontario

Un seul droit de la famille pour toutes les femmes

Renseignez-vous sur vos droits

Avez-vous des problèmes conjugaux ? Devez-vous régler des questions comme le divorce, la garde des enfants ou la pension alimentaire ? FODF vous renseigne, en langage clair et dans plusieurs langues, sur les droits des femmes ontariennes en droit de la famille. Vous pouvez obtenir ces renseignements auprès des organismes qui offrent des services aux femmes touchées par la violence ou en visitant le site Web suivant :

www.undroitdefamille.ca

Brochures disponibles en français sur le droit de la famille

1. Les méthodes alternatives de règlement des conflits et le droit de la famille
2. La protection de l'enfance et le droit de la famille
3. La pension alimentaire pour enfants
4. Le droit criminel et le droit de la famille
5. La garde légale et le droit de visite
6. Les contrats familiaux
7. L'arbitrage familial
8. Le droit de la famille et les femmes immigrantes, réfugiées ou sans statut
9. Comment trouver de l'aide pour régler un problème de droit de la famille
10. Le partage des biens en droit de la famille
11. Le mariage et le divorce
12. La pension alimentaire pour conjointe ou conjoint
13. La violence conjugale
14. Les services en français et le droit de la famille
15. L'aliénation parentale

fodf Femmes ontariennes et droit de la famille
Le droit de savoir

flew Family Law Education for woman
Women's Right to Know

Ontario
Financé par le gouvernement de l'Ontario

Fem'aide
1 877 336-2433

Ligne de soutien pour **femmes** touchées par la violence
www.femaide.ca
ats 1 866 860-7082

PLAN DE SALLE

55 Promenade Colonel By Drive • Ottawa, Ontario K1N 9J2

Centre Shaw Centre

PROGRAMME DU JOUR 1 : MARDI 8 OCTOBRE

7 h 15 - 8 h 45 **Inscriptions et déjeuner**

8 h 50 - 9 h **Cérémonie d'ouverture : Aînée Annie Smith St-Georges**

9 h - 9 h 15 **Mot de bienvenue**

9 h 15 - 10 h **Conférencière d'honneur : Suzanne Zaccour, Doctorante en droit à l'Université d'Oxford, Royaume-Uni**

Repenser les violences patriarcales : angles morts du droit de la famille

- La violence conjugale, y compris en contexte post-séparation : obstacles relatifs à l'accès à la justice
- Le droit criminel et droit de la famille : responsabilité du droit dans la perpétuation des violences patriarcales
- Le contrôle coercitif : Vers une nouvelle compréhension de la violence conjugale ?

10 h - 10 h 30 **Témoignage : Expérience vécue d'une femme survivante de violence conjugale**

Expérience de violence post-séparation lors du cheminement à travers le système judiciaire : Difficultés d'accès à la justice lors du processus judiciaire à la Cour de la famille

10 h 30 - 10 h 45 **Pause-café**

10 h 45 - 12 h 30 **Panel de discussion : La violence conjugale à l'intersection des droits : Droit criminel, droit de la famille et droit administratif (logement et immigration)**

- Julie Béchard, ancienne Directrice générale du Centre Passerelle et de la Maison d'hébergement La Villa RenouvEllement, Timmins
- L'honorable Julie Bourgeois, Juge à la Cour de justice de l'Ontario, Région de l'Est
- Intervenante auprès des enfants et adolescents témoins à la Cour criminelle, Ottawa
- Me Viviane Koné, Clinique juridique communautaire de la région de York

12 h 30 - 13 h 30 **Dîner**

13 h 30 - 15 h **Ateliers simultanés : Session 1**

De l'auto-représentation aux motions d'urgence : Obstacles vécus par les femmes lors de leur cheminement dans le système judiciaire et solutions proposées

SALLE DE RENCONTRE **103**

1. Portrait de l'exercice du droit de la famille en région éloignée, en cas de violence conjugale
   Me Lydia Lehoux, Cayen Lehoux et Kebrija Leeks-Kottick, Timmins, ON

SALLE DE RENCONTRE **104**

2. Est-ce que ça urge ?
   Motions d'urgence – Assurer la sécurité de la femme et des enfants
   Me Marie-Hélène Godbout, Sicotte Guilbault, Ottawa, Orléans & Embrun, ON
   Me Marc J. Coderre, Marc J. Coderre Law, Orléans, ON

SALLE DE RENCONTRE **105**

3. Conseiller les personnes non-représentées sans les représenter :
   Conseils juridiques sommaires et auto-représentation
   Me Gabrielle Beaulieu, Laforge Beaulieu, LLP, Rockland, ON
   Me Rachelle Laforge, Laforge Beaulieu, LLP, Rockland, ON

15 h - 15 h 30 **Pause-café**

15 h 30 - 17 h **Ateliers simultanés : Session 2**

Accès à la justice lorsqu'il y a concomitance d'enjeux en droit, en contexte de violence conjugale

SALLE DE RENCONTRE **103**

1. Violence conjugale : Collaboration entre les systèmes de droit de la famille et de droit criminel ?
   Droit criminel et droit de la famille
   Me Sonya Notturno, Chénier & Notturno, Ottawa, ON

SALLE DE RENCONTRE **104**

2. Priorité d'accès au logement subventionné pour les victimes de violence conjugale et comment mettre fin à une entente de location en cas de violence
   Droit du logement en cas de violence conjugale
   Anne Smith, parajuriste à Action-Logement, Vanier, ON
   Me Éric Cabana, Clinique juridique francophone d'Ottawa, Vanier, ON

SALLE DE RENCONTRE **105**

3. Enjeux en droit de l'immigration dans un contexte de violence conjugale
   Me Laïla Demirdache, Clinique juridique communautaire d'Ottawa, ON
   Me Laura MacLean, Clinique juridique francophone d'Ottawa, Vanier, ON

17 h - 19 h **Cocktail d'honneur : Colonel By Hall, 1er niveau**

PROGRAMME DU JOUR 2 : MERCREDI 9 OCTOBRE

8 h - 8 h 30 **Déjeuner**

8 h 30 - 8 h 45 **Remarques introductives**

Bilan de la veille, conclusions préliminaires et introduction des thèmes principaux de la deuxième journée du colloque

8 h 45 - 10 h 30 **Panel de discussion : Les concepts d'intérêt véritable de l'enfant et d'aliénation parentale en contexte de violence conjugale : Accès à la justice et implications**

- Natalie Basilières, Agente de soutien à la Cour de la famille, Services aux victimes de Stormont, Dundas, Glengarry et Akwesasne
- Kelly Raymond, Directrice générale de La Société de l'aide à l'enfance d'Ottawa
- Me Julie I. Guindon, Julie I. Guindon Law, Avocate au Bureau de l'avocat des enfants
- L'honorable Julie Audet, Juge à la Cour supérieure de justice de l'Ontario (Cour de la famille), Région de l'Est

10 h 30 - 10 h 45 **Pause-café**

10 h 45 - 11 h 30 **Conférencier d'honneur**

Professeur Simon Lapierre, École de service social, Université d'Ottawa
Dans le « meilleur intérêt » des enfants victimes de violence conjugale : favoriser la participation des enfants dans les processus décisionnels

- Au-delà de l'intérêt véritable de l'enfant : lorsque le « droit de visite » ne rime pas nécessairement avec le « bien-être » de l'enfant
- L'aliénation parentale et la voix de l'enfant intégrée au processus judiciaire

11 h 30 - 12 h **Témoignage : Expérience vécue par un enfant survivant de violence conjugale**

Violence post-séparation et intérêt véritable de l'enfant : Droit de la famille et accès à la justice à la cour de la famille
Patrick Ladouceur – Le point de vue d'un enfant survivant de violence conjugale

12 h - 13 h **Dîner**

13 h - 13 h 45 **Séance plénière**

Manon Monastesse, Directrice générale de la Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, Montréal.
Violence conjugale devant les tribunaux de la famille : enjeux et pistes de solutions

- Présentation des résultats de recherche
- Pistes de solutions novatrices et recommandations : Réflexions initiales

13 h 45 - 14 h **Pause-café**

14 h - 15 h **Séance interactive**

Professeure Isabelle Côté, École de service social, Université Laurentienne

- Pistes de solutions novatrices et recommandations : Réflexions collectives
- Implications pour l'avenir pour les acteurs et actrices concerné.e.s

15 h - 15 h 30 **Conclusion et mot de la fin**

15 h 30 **Fin du colloque**

Financé par

Ce Colloque est possible grâce à l'appui et au financement de La Fondation du droit de l'Ontario.

En partenariat avec

Ce programme contient 45 minutes de contenu de professionnalisme sur l'égalité, la diversité et l'inclusion.

Ce programme contient 6 heures et 25 minutes de contenu de professionnalisme.

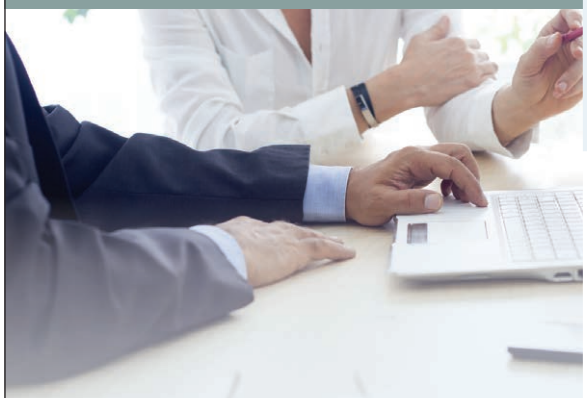
Ce programme contient 9 heures et 35 minutes de contenu de droit de fond.

PratiquO a été agréé comme fournisseur agréé de contenu de professionnalisme par le Barreau de l'Ontario.

GRATUIT

INSTITUT DE FORMATION
EN MATIÈRE DE VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

FORMATION EN LIGNE
sur **les agressions sexuelles** pour les **professionnels du secteur de la justice**



- Augmentez vos connaissances sur les agressions sexuelles
- Apprenez à comprendre la réalité des survivantes d'agressions sexuelles
- Réduisez les risques de revictimisation des survivantes pendant le processus judiciaire
- Découvrez les facteurs d'oppression et de vulnérabilité de certains groupes et communautés

20 MODULES
dynamiques, interactifs et stimulants!

Modules de formation répartis en 4 niveaux donnant droit à **des attestations de réussite**

NIVEAU 1	La violence à caractère sexuel
NIVEAU 2	Les survivantes d'agression sexuelle
NIVEAU 3	Le *Code criminel* et les cas complexes
NIVEAU 4	Amélioration des pratiques et du système de justice

INSCRIVEZ-VOUS MAINTENANT

www.institutdeformation.ca

@InstitutFormationViolence @InstitutAOcVF

Ce programme de formation a été développé par

INSTITUT DE FORMATION
EN MATIÈRE DE VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

en collaboration avec de multiples partenaires du secteur de la justice.

Ministère de la Justice Canada | Department of Justice Canada

COMMANDITAIRE OFFICIEL

pratiquO

Le Centre de formation professionnelle continue de la
Faculté de droit de l'Université d'Ottawa